## · TENDANCES ·



e 9 novembre 2015, la JICA a signé un accord de don à hauteur de 1,791 milliard de yens avec le gouvernement de la République du Zimbabwe, en soutien au projet de développement de l'irrigation pour le programme d'irrigation de

Au Zimbabwe, la pluviosité est concentrée sur la saison des pluies, avec des précipitations mensuelles de l'ordre de 100 à 200 mm entre novembre et avril, mais elle diminue fortement pendant la saison sèche (de mai à octobre), ne dépassant pas 50 mm par mois. Du fait de cet écart considérable, l'irrigation joue un rôle crucial en assurant un approvisionnement stable en eau pour l'agriculture.

Cependant, sur 4,3 millions d'hectares de terres agricoles, seuls 200 000 sont irrigués, et les petits exploitants qui produisent les denrées alimentaires du pays ne cultivent que 35 000 hectares de cette

Vue des canaux d'irrigation

surface irriguée. Dans ce contexte, il est prioritaire de développer davantage l'irrigation dans les petites exploitations afin de satisfaire une demande alimentaire en hausse.

Le projet prévoit d'améliorer et de réparer les installations d'irrigation dans le périmètre irrigué de Nyakomba, dans la province de Manicaland, où les petits exploitants sont tributaires d'une pluviométrie inférieure à 600 ml par an. Ces efforts permettraient de disposer d'un approvisionnement stable en eau d'irrigation dans la région cible, et d'améliorer ainsi la productivité des petits exploitants.

Parallèlement à ce projet, la JICA envoie depuis 2012 des experts en développement et gestion de l'irrigation au Zimbabwe, pour assurer une coopération technique portant sur le développement, l'entretien et le fonctionnement de systèmes d'irrigation, et pour appuyer les programmes de développement rural mis en œuvre par le ministère zimbabwéen de l'Agriculture, de la mécanisation et du développement de l'irrigation.



Malawi

**Extension du plus grand** aéroport international du Malawi



e 4 novembre 2015, la JICA a signé un accord de don à hauteur de 3,675 milliards de yens avec le gouvernement de la République du Malawi, pour le projet d'agrandissement du terminal de l'aéroport international Kamuzu.

Le projet porte sur l'extension et l'amélioration des terminaux de passagers et des équipements de sécurité aérienne du plus grand aéroport du Malawi, l'aéroport international de Kamuzu, proche de la capitale Lilongwe. Ces mesures visent à augmenter le nombre de passagers nationaux et internationaux du Malawi. Il s'agit en particulier d'accroître la capacité de l'aéroport pour qu'il puisse accueillir davantage de passagers, d'améliorer le confort de ces derniers dans le périmètre de l'aéroport et à bord des avions, et de garantir la sécurité de l'exploitation des avions.

et 1980, l'aéroport international de Kamuzu a enregistré

Construit grâce à des prêts d'APD du Japon, en 1978

une hausse de fréquentation d'environ 100 000 passagers entre 2003 et 2013. Cependant, aux heures de pointe, le nombre supplémentaire d'atterrissages et de décollages provoque la saturation des comptoirs d'enregistrement et d'immigration des terminaux de passagers. De plus, la mise en place d'un nouveau système de contrôle aérien est nécessaire afin d'assurer une exploitation sûre des avions.

Ce projet devrait porter la capacité d'accueil de l'aéroport de 215 000 à 306 000 passagers, et permettre ainsi de raccourcir considérablement les temps d'attente durant les heures de pointe. Par ailleurs, l'introduction du nouveau système de contrôle aérien renforcera la sécurité et la fiabilité de l'aéroport. Ces améliorations devraient promouvoir l'industrie, développer le tourisme et améliorer l'environnement d'investissement. La JICA fournira une aide globale à l'amélioration de l'infrastructure aérienne en assurant, en complément du projet, une coopération technique pour développer les ressources humaines chargées du contrôle de la navigation aérienne.

Cérémonie de signature



Chili

Réduire au minimum les pertes en vies humaines en misant sur la prévention des catastrophes



e 13 octobre 2015, décrétée « Journée internationale de la prévention des catastrophes» par l'ONU, le séminaire de lancement du « Programme de formation sur la réduction du risque de catastrophe en Amérique latine et dans les Caraïbes » (projet KIZUNA) s'est tenu à Santiago, au Chili. Près de 200 personnes venues du Japon, du Chili et de 10 autres pays de la région y ont assisté.

Le projet KIZUNA a été annoncé officiellement lors de la 3° conférence des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe (organisée en mars 2015 à Sendai, préfecture de Miyagi). Ce projet vise à faire du Chili une plate-forme pour la réduction des risques de catastrophe, grâce à la mise en place et au développement d'un réseau de chercheurs et de responsables administratifs œuvrant pour la réduction de ces risques dans la région. La JICA invitera au Chili des chercheurs et des responsables administratifs venus d'Amérique latine et des Caraïbes. Au total, 2 000 personnes devraient améliorer leurs

La présidente chilienne Michelle Bachelet (2º à gauche) et Naoto Nikai,

compétences en 5 ans. Par ailleurs, l'Agence enverra des experts japonais chargés de présenter et de partager technologies et expériences.

Lors du séminaire de lancement, Masahiko Murata, directeur du département Recherche à l'Institut pour la réduction des catastrophes et la rénovation humaine, s'est appuyé sur les enseignements tirés du grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji (grand séisme de Kobe) pour souligner l'importance de l'auto-assistance, de l'entraide et des liens communautaires dans la gestion des catastrophes, et une dizaine d'experts japonais et chiliens ont effectué une présentation.

Depuis 2012, la JICA aide le Chili à élaborer des méthodes précises d'alerte aux tsunamis et des programmes destinés à renforcer la résilience des communautés et des résidents face aux tsunamis, via le projet du SATREPS\*. La JICA continuera à fournir une aide à la réduction des risques de catastrophe afin de créer des communautés résilientes face aux catastrophes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

\* SATREPS : Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (Science and Technology Research Partnership for Sustainable Development)